



Affaires publiques

■ **CHANGEMENT DE PIED** de certains jeunes députés UMP. Jusqu'ici proches de Xavier Bertrand, ils sont en passe de se rapprocher de Jean-François Copé. But : conserver des fonctions valorisantes dans l'organigramme du parti.

■ **L'ATELIER**, la branche des jeunes de Dialogue & Initiative, le club de Jean-Pierre Raffarin, accélère ses activités. Des rencontres sont prévues avec Mathieu Laine sur les réformes, Sophie de Menthon sur la liberté d'entreprendre et Gilles Carrez sur le budget 2011. Une cellule « 2012 liberté(s) » sera lancée et participera au projet présidentiel en relayant des idées s'adressant aux jeunes.

■ **LE PÔLE SOCIAL** de l'Élysée, piloté par Jean Castex, devrait intégrer France Henry-Labordère, ex-conseillère au cabinet de Laurent Wauquiez, au secrétaire d'État à l'Emploi.

■ **LE MONTANT** de la « réserve parlementaire » ne bougera pas cette année. Il diminuera seulement dans le cadre du budget 2012, en tenant compte de la baisse prévue des dépenses d'intervention de l'État.

■ **EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS** continue en Ile-de-France de « débaucher » des élus d'autres partis de gauche. Après des socialistes et des communistes, le parti est en train d'intégrer plusieurs ex-MRC.

■ **CERTAINS GRANDS PRIX** de F1 organisés en Europe pourraient avoir lieu une année sur deux. La France alternant avec la Belgique. Avantages de cette idée qui fait son chemin : conserver un quota minimal de Grands Prix en Europe alors que de nouveaux circuits vont être créés en Inde et aux États-Unis. Ce schéma pourrait favoriser aussi la relance du circuit du Castelet, le coût d'investissement annuel évalué à 10 millions d'euros par an se trouvant divisé par deux.

■ **LE SYNDICAT** interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes (Sirti) va réclamer au gouvernement de retirer sa demande de préemption d'une fréquence à Toulouse pour la station de France Bleu. Cette demande, déposée début 2010, n'a toujours pas été agréée par le CSA qui a requis l'avis du Conseil d'État. A terme, le Sirti compte obtenir une modification de la loi qui permet à l'État de réserver des fréquences FM pour les radios publiques.

PRÉSIDENTIELLE : MÉLENCHON SE VOIT EN HAUT DE L'AFFICHE

■ Le président du Parti de gauche, qui a d'ores et déjà vendu 30 000 exemplaires de son livre brûlot, espère imposer sa candidature pour la présidentielle face au communiste André Chassaigne pour se présenter sous l'étiquette Front de gauche. Avec un double argument : il pourra hisser cette alliance PCF-Parti de gauche à environ 8 % et il fera valoir que, le PCF disposant déjà de nombreux élus dans les collectivités locales, il devra accepter de lui laisser la place en 2012. Le candidat Mélenchon veut prendre DSK pour cible avant et après son éventuelle entrée en lice, estimant que la déclaration de candidature de Ségolène Royal sert son dessein. Tous les deux conduisant une campagne de terrain, ils mettront en difficulté la stratégie « plus techno » de DSK. Mais Mélenchon est convaincu que Royal aura entre-temps « explosé », lui permettant d'afficher un bon score. ■

FISCALITÉ : LE GOUVERNEMENT VEUT CONTRER LES RADICAUX

■ Le gouvernement, en associant des parlementaires de la majorité à sa réflexion sur la réforme fiscale, veut mettre au pied du mur les plus radicaux. Cette concertation, ainsi que la restitution du rapport de la Cour des comptes sur la convergence fiscale avec l'Allemagne, devraient selon lui rapprocher les points de vue. Conformément aux directives élyséennes, François Baroin souhaite dégager des solutions aux deux extrémités des redevables de l'ISF : ceux qui doivent l'acquitter en raison du renchérissement disproportionné de leur patrimoine immobilier et ceux en haut de l'échelle qui, payant l'ISF, vivraient la suppression du bouclier fiscal comme une régression. Après que le dispositif aura été adopté en juin lors d'un collectif budgétaire, le gouvernement ne compte pas toucher d'autres aspects de la fiscalité. A gauche, on mise sur un bogue avec une disposition sortant du chapeau qui braquerait les classes moyennes. ■

SÉNATEURS : LA RÉFORME DES RETRAITES BIENTÔT ADOPTÉE

■ Le bureau du Sénat devrait avaliser la semaine prochaine la réforme des retraites des sénateurs, basée sur un rapport présenté par le questeur socialiste Jean-Marc Pastor : elle intégrera la fin de la double cotisation après 2011 et l'introduction d'un système de retraite complémentaire. Lors de cette séance, un bilan des mesures prises depuis 2008 en matière de gouvernance du palais du Luxembourg sera détaillé. La plupart des objectifs fixés seraient atteints, comme par exemple la suppression des premières pour les déplacements en avion. Parmi les ombres au tableau : certaines dépenses mal encadrées au niveau des groupes d'amitié. A l'ordre du jour prochainement, la politique de communication et les moyens qui lui ont été alloués. ■

■ **LE MINISTÈRE** de la Culture travaille sur une opération de communication afin de fédérer sous une appellation commune les événements qu'il soutient au printemps (Fête de la musique, Festival de Cannes...). Leo Burnett pourrait en décrocher le budget.

■ **L'OFCE**, avec le choix de Philippe Weil pour succéder à Jean-Paul Fitoussi, a opté pour un profil « académique ». But : rivaliser avec les différentes écoles, en France et à l'international. Le nom de Jacques Le Cacheux, directeur du département des études de l'OFCE, avait été évoqué. Mais ce schéma se heurtait à son manque de disponibilité, ce dernier se partageant notamment entre l'OFCE et la faculté de Pau.

■ **LA CONSEILLÈRE** pour le spectacle vivant au cabinet de Frédéric Mitterrand, Olivia Bozzoni Fringant, va être nommée directrice déléguée du Théâtre national de Chaillot. Elle sera chargée du projet de création d'un pôle chorégraphique associant le théâtre avec le Centre national de la danse.

■ **LA FÉDÉRATION** des intervenants en risques psychosociaux va voir le jour, à l'initiative de six acteurs majeurs du domaine (Artelie Conseil, Capital Santé, IAPR, Ifas, Psya, Stimulus). Objectifs : organiser la profession, garantir l'éthique et la déontologie des pratiques. Jacques Rondeleux (IAPR) en sera le président et Patrick Légeron (Stimulus), le secrétaire général.